



Support



TRANSPARENCY: 3 recommendations from ACP artisanal fisheries

ACP artisanal fisheries are vital for food security, livelihoods, culture and government revenues. They are threatened by fisheries over-exploitation, and by sea and land-based developments from other competing sectors of the blue economy.

Political will and effective ocean governance – rooted in public participation, transparency and accountability –, are vital to the reforms needed to ensure the benefit of healthy fisheries for ACP coastal communities and populations. The following actions should be considered by OACPS countries to improve transparency:

1. Transparent and accountable management mechanisms for coastal fisheries

Improved management that will restore fisheries, improve food security and livelihoods prospects, whilst increasing the net benefits to the fisheries sector and government revenues needs transparent and accountable decision-making processes for coastal fisheries at its core including:

- Publishing all official relevant information, including legislation, lists of fishing authorisations and fees paid, data on fishery performance and the rationale for management regulations;
- Establishing transparent permanent consultative governance structures (price control, fees, licensing) involving SSF representatives, as well as setting up transparent complaint and feedback mechanisms; and
- Developing a transparent model for access arrangements and remove confidentiality clauses in existing agreements.

The [Fisheries Transparency Initiative](#) (FiTI) provides a supportive process for countries to achieve globally recognised standards of transparency in fisheries management. Six OACPS members are already in the process of implementing the FiTI, i.e. Mauritania, Seychelles, Senegal, Cabo Verde, Madagascar, Sao Tome and Principe.

2. Transparency in blue economy strategies

Blue economy activities impact SSF. These activities and investments should be open for public scrutiny, including:

- Undertaking transparent and participative social and environmental impact assessments, effectively involving coastal communities concerned; and
- Publishing texts of authorisations, permits and approvals, including those for ocean, coastal sea- and land based industrial projects; publishing foreign aid projects and new forms of financing for ocean conservation, including blue bonds and debt-for-nature-swaps, and provide for consultation.

3. Increasing the visibility of small-scale fisheries (SSF)

In most ACP States, public information on SSF is insufficient, and women are particularly neglected in official statistics. Data on the importance of fisheries to people's livelihoods, food and nutrition security, and on the vulnerabilities in the sector, such as access to education, health services, poverty levels and working conditions, should be collected and published, including:

- Improving data collection and dissemination of information on the artisanal fisheries sector;
- Involving artisanal fishing communities in research, including feedback on the results; and
- Incorporating information on SSF, particularly women, in existing national surveys of economies.



Soutiennent

TRANSPARENCE : 3 recommandations de la pêche artisanale ACP

Les pêcheries artisanales (PA) ACP sont vitales pour la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance, la culture et les recettes publiques. Elles sont menacées par la surexploitation des pêcheries et le développement d'autres secteurs concurrents de l'économie bleue.

La volonté politique et une gouvernance efficace des océans - enracinée dans la participation publique, la transparence et la redevabilité -, sont essentielles pour mener les réformes nécessaires afin que les bénéfices d'une pêche durable aillent aux communautés côtières et aux populations ACP. Les actions suivantes devraient être envisagées par les pays OEACP pour améliorer la transparence :

1. Des mécanismes de gestion transparents et redevables pour les pêcheries côtières

Une meilleure gestion des pêches fera progresser la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, et augmentera les bénéfices nets pour le secteur et les revenus du gouvernement. Cela requiert des processus de prise de décision transparents et responsables, notamment :

- La publication de toutes les informations officielles pertinentes, y compris la législation, les listes d'autorisations de pêche et les redevances payées, les données sur les performances de la pêche et la justification des règlements de gestion ;
- La mise en place de structures de gouvernance consultatives permanentes et transparentes (pour le contrôle des prix, la fixation des redevances, l'octroi de licences) impliquant des représentants de la pêche artisanale, et de mécanismes transparents de plainte et de retours ; et
- Développer un modèle transparent pour les accords d'accès et supprimer les clauses de confidentialité dans les accords existants.

L'Initiative pour la Transparence dans les Pêches (FiTI) appuie les pays pour atteindre des normes de transparence reconnues mondialement. Six états membres de l'OACPS sont déjà en train de la mettre en œuvre.

2. Transparence dans les stratégies d'économie bleue

Les activités de l'économie bleue ont un impact sur la PA et devraient être ouvertes à l'examen du public par :

- La réalisation d'évaluations d'impacts sociaux et environnementaux, transparentes et participatives, impliquant efficacement les communautés côtières concernées ;
- La publication des textes des autorisations, permis d'exploiter et cahiers des charges des projets industriels en mer, sur les côtes et à terre ; la publication des projets d'aide et de nouveaux types de financements pour la conservation des océans, y compris les échanges dette-nature ; et la consultation du public.

3. Accroître la visibilité de la pêche artisanale (PA)

Dans la plupart des pays OEACP, l'information publique sur la PA est insuffisante. De plus, les femmes sont souvent négligées dans les statistiques officielles. Des données sur l'importance de la pêche pour les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et sur les vulnérabilités du secteur (l'accès à l'éducation, à la santé, niveaux de pauvreté et conditions de travail) sont essentielles :

- La collecte de données et la diffusion d'informations sur le secteur de la pêche artisanale ;
- L'implication des communautés de PA dans la recherche, y compris le retour sur les résultats ;
- L'incorporation d'informations sur la PA, en particulier les femmes, dans les enquêtes nationales économiques existantes.